



- Pour diffusion immédiate -

Alcan't in India demande aux directeurs d'Alcan de tout faire en leur pouvoir pour empêcher l'escalade des violences policières contre la population du Kashipur.

MONTREAL - 7 décembre, 2004 – Le 1er décembre 2004, dans la région du Kashipur, Orissa, Inde, sous le commandement direct du Collecteur de District et du super intendant de police, des centaines de policiers armés ont brutalement attaqué un groupe de résidents indigènes, pour la plupart des femmes, à coups de bâtons et de gaz lacrymogènes. Selon nos sources 16 villageois auraient été grièvement blessés.

À l'aide d'une violente répression policière, le gouvernement d'Orissa tentait d'inaugurer la construction d'une route d'accès et d'un poste de police pour le projet proposé de mine de bauxite et de raffinerie d'alumine dont la compagnie canadienne Alcan possède 45%. Quelques 400 personnes issues des communautés indigènes locales s'étaient rassemblées pour empêcher ces activités d'inauguration, dans le cadre de leurs efforts soutenus pour protéger leurs territoires et leur qualité de vie. Suite aux attaques, plusieurs personnes (incluant des femmes) sont portées disparues. Selon toute vraisemblance, elles sont retenues en secret par la police. Différentes sources rapportent également que plusieurs des personnes détenues, bien qu'elles soient grièvement blessées, ne reçoivent aucune attention médicale.

Les événements passés et présents démontrent que cette violence policière fait partie d'un programme délibéré de la part du gouvernement d'Orissa en support au projet minier projeté en partie par Alcan. Tel que reporté dans le quotidien d'Orissa « Dharitri » du 25 novembre dernier, le Ministre en Chef de l'état d'Orissa, M. , Shri Naveen Patnaik, a donné des instructions claires aux bureaucrates de l'état ainsi qu'aux chefs de police, pour que tous les mouvements anti-mine soient réprimés avec fermeté. Plusieurs jours avant, des politiciens et des bureaucrates avaient tenu une rencontre « inter-partis » pour réclamer que le projet minier parrainé par Alcan soit implanté à tous prix, et pour exiger que le mouvement d'opposition soit supprimé.

De plus, ces récentes attaques se produisent à la veille de la commémoration des meurtres de trois villageois indigènes qui ont osé s'opposer au projet de mine. Le 16 décembre 2000, Anhilas, Damodar et Raghunath Jhodia ont été abattu par un bataillon policier fortement armé qui avait attaqué leur village suite à une importante rencontre du mouvement anti-mine. Avant cela, en 1998, le leader de village Mangta Majhi est mort après avoir été violemment battu par la police.

Malgré la résistance populaire évidente, davantage de policiers armés ont été envoyé au Kashipur et le Collecteur et le super intendant de police résident, avec les bataillons de police, dans le village voisin de Tikiri. En même temps, des milliers de personnes venues de partout dans l'état se rassemblent pour protester contre la répression policière et la saisie gouvernementale de leurs territoires.

Précédemment, Alcan a nié toute responsabilité concernant la violence policière au Kashipur. Étant donnée la nature explicite des incidents du 1^{er} décembre, incluant la tentative de construire une route d'accès et un poste de police dont la seule raison d'être est de supporter l'établissement du projet minier proposé par Alcan, nous demandons aux dirigeants de la compagnie de faire tout en leur pouvoir pour éviter de nouvelles violence policières contre les habitants du Kashipur. De même, nous interrogeons l'affirmation d'Alcan selon laquelle le projet est toujours au stade « conceptuel » et « de développement », d'autant plus que le gouvernement d'Orissa affirme que janvier 2005 est une date appropriée pour le début des constructions.

Information :

Abhimanyu Sud ou Patrick Cadorette
(514) 398-7432 • (514) 298-9974
alcantinindia@yahoo.com
<http://www.saanet.org/alcant>